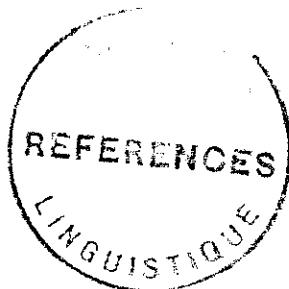
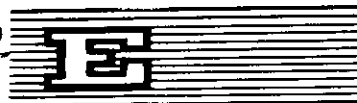




NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



B01102



55065

Distr.
LIMITÉE

E/ECA/LDCs.3/4
9 février 1983

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Deuxième réunion du Comité intergouverne-
mental d'experts des pays africains les
moins avancés

(Addis Abeba, 11-13 avril 1983)

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Troisième réunion de la Conférence
des ministres des pays africains
les moins avancés

(Addis Abeba Abeba, 25 et 26 avril 1983)

MESURES PRISES EN VUE D'UNE MOBILISATION EFFICACE DES
RESSOURCES INTERIEURES DANS LES PAYS AFRICAINS
LES MOINS AVANCES

10

11

12

13

14

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
SOMMAIRE	(i) - (v)
I. INTRODUCTION	1
Historique	1
Approche	2
II. PROBLEMES DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES INTERIEURES : CONSIDERATION D'ORDRE GENERAL	3
Questions définitionnelles	3 - 4
La nature du problème	4 - 6
Dépendance contre autosuffisance	7 - 8
III. MOBILISATION DES RESSOURCES INTERIEURES	9
A. Sources et modes	9
Imposition	9 - 12
Profits des entreprises	14
Emprunt public	15
Technique de l'impasse	15 - 16
Mobilisation de la main-d'oeuvre improductive	16 - 17
B. Infrastructure institutionnelle	18
Organismes de financement	18
Bureaux de projets	18 - 19
Organismes nationaux de technologie	19
Coopération régionale	19 - 20
IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	22 - 23

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

2019年11月

SOMMAIRE

1. Le but du présent document est de faire le point, sur une base préliminaire, sur les problèmes de la mobilisation de l'épargne dans les pays les moins avancés d'Afrique (PMA africains,) et de présenter des propositions relatives à l'accroissement de la mobilisation des ressources intérieures et à leur affectation optimale pour la mise en application du nouveau Programme substantiel d'action.

2. Il ressort de l'examen des plans des PMA africains que la majorité de ces pays n'ont ni indiqué des éléments spécifiques d'une stratégie de la mobilisation de l'épargne intérieure, ni attribué des ressources budgétaires adéquates pour le financement du portefeuille des projets et programmes de développement. Il en résulte que la dépendance à l'égard de sources de financement extérieures continue de marquer profondément les plans de la majorité des PMA africains. Cette dépendance est de l'ordre de 100 p. 100 pour trois pays au moins et de 80 p. 100 pour sept pays au moins. Seuls quatre pays envisagent de supporter eux-mêmes les charges engendrées par leur développement et de financer ce dernier à l'aide de ressources intérieures.

3. Les trois causes principales de la persistance de cette importante dépendance à l'égard des ressources extérieures sont les suivantes :

- a) l'incapacité d'augmenter les recettes de façon suffisante, en raison du faible revenu par habitant en général, et de la faiblesse institutionnelle du mécanisme du recouvrement des impôts ;
- b) la mauvaise répartition des ressources publiques entre le capital et les budgets renouvelables dont l'état est grave en raison des projets très dispendieux des gouvernements, incluant la pléthore bureaucratique en personnel, les dépenses consacrées à la défense et le financement de services tels que la santé, l'éducation, les équipements collectifs, etc., pour lesquels il n'y a que peu ou pas du tout de taxes sur l'usage ;
- c) les pertes importantes d'exploitation enregistrées par les entreprises d'Etat et les ponctions qui en résultent sur le trésor public et des subventions de types divers.

4. On a constaté une prise de conscience croissante des sombres perspectives d'avenir pour le maintien de l'assistance financière extérieure aux niveaux antérieurs, en raison de la persistance d'une situation économique internationale hostile au cours de ces dernières années. Face à cette situation, les gouvernements des PMA africains devront envisager sérieusement de recourir aux ressources intérieures pour financer leur portefeuille de projets et de programmes.

5. Les PMA africains vont devoir réviser leurs politiques fiscales et monétaires courantes en réagissant de façon positive face aux difficultés imposées par l'environnement économique international. Leurs efforts devront porter de façon soutenue sur la mobilisation de ressources intérieures supplémentaires, étant donné qu'un accroissement de l'épargne intérieure est essentiel et indispensable à la concrétisation de leurs plans. L'imposition reste la principale et immédiate source de recettes pour atteindre l'objectif qu'ils se sont fixés, à savoir la réalisation de leur potentiel d'épargne. En raison de son caractère obligatoire, l'imposition devrait offrir le plus grand éventail de possibilités pour l'accroissement des recettes fiscales. Le présent document soumet des suggestions s'inscrivant dans le cadre de considérations politiques d'ordre général, relatives à quelques secteurs spécifiques qui incluent, - outre le réexamen des structures fiscales et tarifaires indirectes visant à accroître les recettes fiscales qui en proviennent, - l'introduction de l'impôt sur les revenus de la propriété sous forme d'impôt sur la fortune ou d'impôt réel, d'impôt sur le gain en capital, d'impôt sur les donations, d'impôt sur les droits de succession ou d'héritage qui ou bien sont inexistants ou bien constituent une part insignifiante des recettes fiscales. L'introduction immédiate de l'impôt sur le chiffre d'affaires et de droits d'excise dans des services de prestation tels que l'hôtellerie, la restauration, les banques, les sociétés d'assurance et les bâtiments - impositions qui n'existent pas ou ne concernent que les revenus modestes - devrait constituer une source supplémentaire de recettes. L'utilisation de l'imposition sur les produits agricoles pour résorber les excédents agricoles pour accroître le taux de formation de capital, a également été suggérée.

6. L'épargne forcée prélevée sur les revenus sous forme d'impôt sur l'éducation, d'impôt sur la santé et de caisses de pension d'Etat dans lesquelles les salariés et les appointés peuvent verser une partie de leur revenu, à contribution égale avec les employeurs, peut être considérée comme étant une mesure inévitable pour la conduite de la politique économique des PMA africains.

7. L'instauration d'une structure fiscale hautement progressive est recommandée non seulement pour renforcer l'effet de l'imposition, mais aussi pour assurer une répartition plus équitable des revenus qui, en tant que telle pourrait déboucher sur une épargne supplémentaire. La tendance à l'épargne parmi les catégories sociales à revenu élevé est faible dans les pays les moins avancés, et une répartition équitable des revenus devrait laisser un plus large éventail de possibilités à l'accroissement du taux d'épargne.

8. La création d'une administration fiscale efficace et de systèmes fiscaux équitables au sein desquels les impôts directs et indirects joueraient leur propre rôle, ainsi que la mise en oeuvre de réformes fiscales radicales, devraient être considérées comme faisant partie intégrante de la mobilisation efficace des ressources.

9. Aux sources fiscales qui jouent un rôle dominant dans l'accroissement des recettes, viennent s'ajouter des sources non fiscales de revenus telles que l'accroissement des dépenses gouvernementales pour des prestations relatives en particulier aux équipements collectifs et la suppression des subventions, auxquelles il conviendrait d'accorder une attention particulière.

10. Un programme d'emprunt bien conçu, épaulé par l'émission de titres d'Etat d'un nominal moins élevé dont le public pourra disposer facilement par l'intermédiaire des organismes financiers appropriés, avec des taux d'intérêt plus élevés que sur le marché des emprunts à des conditions commerciales, devrait amener un accroissement, quoique modeste, des recettes.

11. L'amélioration du rendement des entreprises d'Etat et de l'utilisation de leur capacité devrait permettre d'accroître les volumes de production et les recettes. Il est également permis de penser qu'une expansion limitée et prudente de la masse monétaire dans certains pays enregistrant un excédent budgétaire peut permettre de surmonter certains problèmes structurels et constitue une source résiduelle de recettes non fiscales.

12. Le secteur de la main-d'oeuvre marqué par le sous-emploi et le chômage mérite également qu'on lui accorde une attention particulière dans le cadre de l'utilisation efficace de ressources latentes. Ces ressources doivent être mobilisées sur une grande échelle pour répondre aux besoins en infrastructure, tels que la construction de routes, les travaux hydrauliques, la construction de ponts, en services publics tels que les écoles, les hôpitaux, le logement et en services connexes. Les PMA africains doivent tout mettre en oeuvre pour mobiliser la main-d'oeuvre improductive et sous-employée au niveau rural et urbain, en suivant l'exemple donné par le Rwanda et l'Ethiopie qui se sont engagés avec succès dans cette voie. Il conviendrait de promouvoir des coopératives d'auto-assistance et des programmes d'autofinancement, et d'accorder des facilités de crédit pour aider et encourager ces efforts.

13. Il convient d'attirer l'attention sur la nécessité d'élaborer des politiques appropriées des prix et des revenus pour la création de recettes supplémentaires pour le développement, en particulier dans les pays où le secteur d'Etat prédomine. La nécessité de réduire l'écart des salaires et des traitements entre la campagne et la ville (dans le secteur public en particulier) devrait s'inscrire dans le cadre de ces politiques, car il ressort des études effectuées dans certains PMA africains que le rapport entre les traitements dans le secteur public et le revenu d'un cultivateur est de 20 contre 1.

14. Les pays dont un grand nombre de ressortissants travaillent à l'étranger ne devraient pas simplement utiliser le taux de change officiel, mais offrir des taux intéressants pour accroître le flux des gains rapatriés. D'un autre côté, les importations de produits de luxe devraient être purement et simplement supprimées ou frappées de mesures tarifaires prohibitives.

15. Les efforts déployés en vue d'accroître les recettes destinées au financement du développement devraient être chapeautés par un programme d'austérité impliquant une utilisation efficace et un contrôle strict des dépenses budgétaires, particulièrement en ce qui concerne les dépenses renouvelables, pour éliminer l'hémorragie intérieure sous forme de dépenses à pure perte. Des mesures radicales devraient également être prises pour réduire le volume des pertes financières extérieures provenant de pratiques illicites dans le commerce international, telles que la surfacturation ou la sous-facturation de produits importés ou exportés, qui provoquent ainsi la fuite à l'étranger de ressources importantes pour les PMA africains.

16. L'accroissement des ressources intérieures pour accéder à une croissance maximum est du ressort des gouvernements, dans une très large mesure, mais le secteur public ne peut faire qu'une partie du travail. Il est par conséquent d'une importance vitale que soient créées les conditions et les instruments pour la mobilisation de ressources supplémentaires et pour la promotion de l'épargne privée volontaire (ménages, petites entreprises, et communautés). Dans ce cadre, une attention particulière sera accordée à l'important secteur de subsistance. Le développement d'organismes financiers notamment sous forme de caisses d'épargne, de banques commerciales, de caisses de pension et de compagnies d'assurance, devrait permettre à la fois de redresser le taux d'épargne et de mieux utiliser le flux des ressources.

17. En l'absence de ces organismes, le secteur de subsistance en particulier, qui englobe la majorité de la population et des ressources, n'aurait pour seule possibilité d'épargne que le recours à la capitalisation privée sous forme d'investissements en espèces improductifs (maisons, bétail, etc.). S'il était possible d'atteindre le secteur de subsistance par le truchement de simples organismes financiers, des ressources importantes qui autrement auraient été inutiles ou utilisées pour des investissements non destinés au développement ou pour la consommation, permettraient d'accroître les recettes fiscales.

18. Pour amener les épargnants ou ceux qui sont désireux d'emprunter et d'investir sur le marché financier, les institutions financières devraient être renforcées et élargies pour leur permettre de mobiliser les excédents liquides des agriculteurs, des communautés, des petites entreprises et de la population en général. Ces institutions existent dans les PMA africains à des degrés variables, mais elles devraient être renforcées par un réseau dense de succursales.

19. Ces institutions devront être organisées de manière telle qu'elles n'influencent pas seulement la masse monétaire, mais aussi qu'elles allouent l'épargne plus efficacement à des investissements productifs. L'épargne privée se heurte non seulement à la répartition inadéquate des organismes financiers, mais aussi à des intérêts sur dépôts non attrayants, étant donné que les taux d'intérêts réels sur dépôts ont été érodés par des taux d'inflation élevés. Les organismes bancaires devraient par conséquent faire en sorte que les taux d'intérêt sur dépôts soient ajustés de façon continue et qu'ils soient proposés des taux supérieurs aux taux d'inflation. Dans le cas contraire, ils pourraient être reconnus responsables de la baisse de l'épargne privée qui a affecté un certain nombre de PMA africains ces dernières années.

20. La création et le renforcement d'autres organismes de base pour le développement et de l'infrastructure pour une distribution optimale des ressources qui est étroitement liée aux taux de l'épargne, doivent inclure l'appareil gouvernemental lui-même. Il est nécessaire de renforcer l'appareil gouvernemental pour l'élaboration des plans, l'amélioration des méthodes de gestion économique, la surveillance de l'application des politiques, des projets et des programmes et pour guider efficacement le secteur privé dans la réalisation des buts et des objectifs des plans nationaux.

21. Les priorités aux investissements devraient être rationalisées, et les gouvernements devront mettre en oeuvre les procédures de préparation et d'évaluation des projets pour une utilisation optimale des ressources. Il conviendrait de minimiser la part des importations dans les plans d'investissement, étant donné que l'importance des ressources extérieures est due, au moins en partie, à l'importance de la part des importations dans les projets et programmes de développement. Les pays devraient développer et renforcer les organismes chargés de la sélection, de l'adaptation et du transfert non global de technologie appropriée à forte intensité de travail, de techniques de production adéquates avec un apport optimal de technologie indigène.

22. Il conviendrait d'élaborer et de promulguer des lois appropriées pour rationaliser le transfert de technologie et prévenir la fuite de ressources, de réviser et, le cas échéant, de modifier les textes de loi régissant les investissements et accordant des avantages fiscaux excessifs à des sociétés multinationales qui se traduisent par des hémorragies considérables de ressources.

23. Le soutien accordé par la communauté internationale sous forme d'assistance technique pourrait être utilisé de façon plus efficace pour le développement et le renforcement des infrastructures institutionnelles, en incluant l'administration fiscale, le recouvrement des impôts, les organismes de formation de gestionnaires, les centres de préparation et d'évaluation de projets et de transfert de technologie.

the first of these is the fact that the
the second is the fact that the
the third is the fact that the
the fourth is the fact that the
the fifth is the fact that the
the sixth is the fact that the
the seventh is the fact that the
the eighth is the fact that the
the ninth is the fact that the
the tenth is the fact that the
the eleventh is the fact that the
the twelfth is the fact that the
the thirteenth is the fact that the
the fourteenth is the fact that the
the fifteenth is the fact that the
the sixteenth is the fact that the
the seventeenth is the fact that the
the eighteenth is the fact that the
the nineteenth is the fact that the
the twentieth is the fact that the
the twenty-first is the fact that the
the twenty-second is the fact that the
the twenty-third is the fact that the
the twenty-fourth is the fact that the
the twenty-fifth is the fact that the
the twenty-sixth is the fact that the
the twenty-seventh is the fact that the
the twenty-eighth is the fact that the
the twenty-ninth is the fact that the
the thirtieth is the fact that the
the thirty-first is the fact that the
the thirty-second is the fact that the
the thirty-third is the fact that the
the thirty-fourth is the fact that the
the thirty-fifth is the fact that the
the thirty-sixth is the fact that the
the thirty-seventh is the fact that the
the thirty-eighth is the fact that the
the thirty-ninth is the fact that the
the fortieth is the fact that the
the forty-first is the fact that the
the forty-second is the fact that the
the forty-third is the fact that the
the forty-fourth is the fact that the
the forty-fifth is the fact that the
the forty-sixth is the fact that the
the forty-seventh is the fact that the
the forty-eighth is the fact that the
the forty-ninth is the fact that the
the fiftieth is the fact that the
the fifty-first is the fact that the
the fifty-second is the fact that the
the fifty-third is the fact that the
the fifty-fourth is the fact that the
the fifty-fifth is the fact that the
the fifty-sixth is the fact that the
the fifty-seventh is the fact that the
the fifty-eighth is the fact that the
the fifty-ninth is the fact that the
the sixtieth is the fact that the
the sixty-first is the fact that the
the sixty-second is the fact that the
the sixty-third is the fact that the
the sixty-fourth is the fact that the
the sixty-fifth is the fact that the
the sixty-sixth is the fact that the
the sixty-seventh is the fact that the
the sixty-eighth is the fact that the
the sixty-ninth is the fact that the
the seventieth is the fact that the
the seventy-first is the fact that the
the seventy-second is the fact that the
the seventy-third is the fact that the
the seventy-fourth is the fact that the
the seventy-fifth is the fact that the
the seventy-sixth is the fact that the
the seventy-seventh is the fact that the
the seventy-eighth is the fact that the
the seventy-ninth is the fact that the
the eightieth is the fact that the
the eighty-first is the fact that the
the eighty-second is the fact that the
the eighty-third is the fact that the
the eighty-fourth is the fact that the
the eighty-fifth is the fact that the
the eighty-sixth is the fact that the
the eighty-seventh is the fact that the
the eighty-eighth is the fact that the
the eighty-ninth is the fact that the
the ninetieth is the fact that the
the ninety-first is the fact that the
the ninety-second is the fact that the
the ninety-third is the fact that the
the ninety-fourth is the fact that the
the ninety-fifth is the fact that the
the ninety-sixth is the fact that the
the ninety-seventh is the fact that the
the ninety-eighth is the fact that the
the ninety-ninth is the fact that the
the hundredth is the fact that the

I. INTRODUCTION

A. Historique

24. Le but du présent document est d'examiner les problèmes et d'identifier les différentes sources de mobilisation des ressources intérieures dans les pays africains les moins avancés pour financer la mise en application des plans dans le cadre du nouveau Programme substantiel d'action. Les 26 pays africains inscrits sur la liste des pays les moins avancés par les Nations Unies sont les suivants : le Bénin, le Botswana, le Burundi, le Cap-Vert, les Comores, Djibouti, l'Ethiopie, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale, la Haute-Volta, le Lesotho, le Malawi, le Mali, le Niger, l'Ouganda, la République centrafricaine, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan, le Tchad et le Togo. Ils représentent numériquement les deux-tiers de l'ensemble des PMA.

25. L'expression "les moins avancés" masque l'existence d'une vaste hétérogénéité au sein des PMA africains. En effet, les PMA africains constituent un ensemble composite de contrastes marquants, à la fois économiques et non économiques. Si l'on considère ces pays en fonction de leur population, le Cap-Vert se situe en bas de l'échelle avec seulement 300 000 habitants ; en haute de l'échelle se situent des pays tels que l'Ethiopie qui, avec 32 millions d'habitants, représente un cinquième de la population totale de l'ordre de 140 millions d'habitants.

26. Si l'on considère ces pays en fonction de leur superficie, les minuscules Comores (2 200 km²) se situent en bas de l'échelle et le gigantesque Soudan (2 506 000 km²) - de loin le plus grand parmi les pays les moins avancés, se situe en haut de l'échelle. Certains de ces pays disposent d'un réel potentiel de ressources : agriculture, bétail, pêcheries, exploitation forestière, tourisme, énergie hydraulique et minerais. D'autres souffrent du handicap que constituent la topographie, et le climat. Il s'agit des pays sans littoral tels que le Botswana, le Burundi, le Tchad, le Lesotho, le Mali, le Rwanda, et l'Ouganda, dont certains souffrent d'un grave handicap dû à leur situation géographique. Viennent s'y ajouter les pays insulaires tels que le Cap-Vert et les Comores. La plupart de ces pays (voir carte géographique) sont concentrés dans la partie septentrionale du continent formant en quelque sorte une ceinture d'Est en Ouest.

27. Beaucoup de PMA africains n'ont obtenu leur indépendance qu'au début des années 60. Leurs philosophies politiques sont différentes : certains ont fermement adopté les principes du laisser faire capitaliste tandis que d'autres font profession de l'idéologie socialiste sous diverses variantes. Ces différences idéologiques sont importantes dans la mesure où elles exercent une influence considérable sur les politiques de mobilisation des ressources. Des pays prônant l'idéologie socialiste doivent, par exemple, compter davantage sur les surplus enregistrés par les entreprises gérées par l'Etat, ainsi que sur la manipulation des coûts et des prix. Les pays prônant l'idéologie capitaliste doivent compter davantage sur les taxes et les impôts de diverses natures.

28. Toutefois, on rencontre des similitudes (et des complémentarités) au sein des PMA africains. Les économies de la plupart des PMA africains sont dominées par l'agriculture qui est, dans une très large mesure, un secteur de subsistance. Par contre, le secteur du marché ne représente qu'une fraction restreinte de l'ensemble de l'économie. La croissance annuelle moyenne par habitant dans le secteur de la production agricole a été négative dans 11 des PMA africains durant la période 1980-1981. La valeur ajoutée des produits manufacturés par habitant a progressé à un taux moyen de 0,4 p. 100 par an seulement au cours de la Décennie 1970-80 (avec des taux négatifs pour 1971, 1974, 1976 et 1980), contre un taux moyen de 2,6 p. 100 par an dans d'autres pays en développement. La croissance très faible de leurs économies est imputable à la carence en ressources intérieures, au faible niveau des revenus et de l'épargne. Dans ce contexte, tous ces pays sont tombés dans le piège des faibles revenus, d'une faible épargne et d'une faible croissance.

29. L'importance de la population qui est remarquable pour son impact économique sur le volume de la demande de biens et fait ressortir la nécessité d'efforts collectifs, constitue un autre élément de similitude. Plus de 50 p. 100 des PMA africains comptent moins de 5 millions d'habitants. Parmi eux, cinq pays - à savoir le Botswana, le Cap-Vert, les Comores, la Gambie et la Guinée Bissau - comptent chacun moins de 1 million d'habitants.

30. Les PMA africains lancent un énorme défi au cours des années 80 et au-delà, non seulement en ce qui concerne la mobilisation des ressources intérieures pour échapper au piège d'une faible croissance et atteindre les objectifs de développement mis en avant dans leurs plans respectifs pour le développement économique et social, mais aussi en ce qui concerne l'organisation de ces ressources et la gestion plus efficace de ces dernières. Ce défi doit être pris en considération avec le plus grand sérieux.

B. Approche

31. Le but essentiel du présent document est de fournir, dans la mesure du possible, un cadre conceptuel pour l'élaboration d'une série de politiques pour la mobilisation des ressources intérieures et leur utilisation efficace. Il aborde donc un problème qui se situe à l'épicentre du développement économique et social. Le présent document n'abordera que des problèmes communs à beaucoup de pays africains les moins avancés. Certains pays ont leurs propres caractéristiques bien spécifiques qui dépassent le cadre d'une discussion d'ordre général telle que celle-ci.

32. Pour cette raison, le présent document n'est pas une analyse des problèmes de la mobilisation des ressources d'un pays quel qu'il soit. Une telle analyse nécessiterait un examen approfondi et une perception plus nette des ressources fondamentales en fonction des choix optimaux d'investissement de chaque PMA africain et de leurs différentes caractéristiques. Seule une étude de ce type pourra nous indiquer le quantum de ressources supplémentaires disponibles dans chaque PMA africain. Si le présent document parvient à poser les jalons d'études approfondies de ce type, il aura atteint son but.

II. PROBLEMES DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES INTERIEURES : CONSIDERATION D'ORDRE GENERAL

A. Problèmes définitionnels

33. Avant d'aborder l'étude des problèmes et des sources de la mobilisation des ressources intérieures, il conviendrait de définir, dans le cadre du présent document, l'expression "mobilisation des ressources intérieures". L'expression "mobilisation des ressources intérieures" se réfère à un processus consistant à mettre les ressources nationales à la disposition des investissements et de la formation de capital. Cette expression ne se réfère pas seulement à une situation dans laquelle des ressources jusqu'à présent inexploitées, sont utilisées pour l'obtention des taux de développement économique souhaitables, mais concerne également la prévention de la sous-utilisation ainsi que la mauvaise répartition et l'utilisation inefficace des ressources.

34. La nécessité de la mobilisation des ressources intérieures résulte directement des besoins en investissement et en formation de capital à des taux progressivement plus élevés. La mobilisation des ressources joue un rôle déterminant dans le processus de formation de capital. Aussi longtemps que l'on ne mobilisera pas des ressources suffisantes en réduisant la consommation immédiate, les objectifs visant à obtenir un développement économique rapide ne pourront être réalisés. Pour cette raison, l'épargne joue un rôle dominant dans l'obtention des taux de croissance souhaités.

35. Les théories économiques relatives au processus et aux problèmes de la mobilisation des ressources intérieures jouent un rôle important. Plusieurs économistes, dont W.A. Lewis et W.W. Rostow, précisent qu'un accroissement du taux des investissements productifs supérieur à 10 p. 100 du revenu national est indispensable pour permettre à l'économie de décoller. Dans des ouvrages publiés voici une trentaine d'années, W. Arthur Lewis, un éminent économiste, faisait remarquer que le développement économique était un processus par lequel une communauté qui consacrait au préalable à l'épargne 4 ou 5 p. 100 - ou moins - de son revenu national, se transforme elle-même en une économie où l'épargne volontaire est de l'ordre de 12 à 15 p. 100 du revenu national ou davantage ^{1/}.

36. Un taux d'épargne de l'ordre de 5 p. 100 ou moins du produit intérieur brut (PIB) aura normalement pour effet une faible croissance économique ou une croissance économique nulle dans des pays tels que les PMA africains enregistrant un taux de croissance élevé de la population. Ceci est imputable au fait que le pourcentage du PIB devant être investi pour suivre le mouvement de la force productive doit être proportionnellement plus élevé. Tout développement implique par conséquent un accroissement important du taux d'épargne par rapport au PIB. Dans les PMA africains, et dans tous les pays en développement en général, les organismes privés d'épargne

^{1/} W. Arthur Lewis, Economic development with unlimited supplies of labour (1954).

sous la forme de banques, de sociétés d'assurance, de sociétés, etc. sont soit insuffisants, soit incapables de mobiliser l'épargne intérieure, l'épargne privée étant pratiquement inexistante. Il appartient donc aux gouvernements d'appliquer les politiques fiscales et monétaires appropriées pour mobiliser l'épargne. Le volume de l'épargne doit par conséquent être fourni par le secteur public.

B. La nature du problème

37. Dans les PMA africains comme dans beaucoup d'autres pays en développement, l'insuffisance des ressources domestiques reste un obstacle majeur aux efforts de développement. L'épargne intérieure a rarement été supérieure à 10 p. 100 du PIB, et se maintient à un faible niveau d'équilibre dans plusieurs PMA africains ^{2/}. Les états de belligérance, les guerres civiles, la sécheresse persistante, les pressions inflationnistes et l'accroissement de la consommation gouvernementale, ont entre autres, provoqué une baisse de l'épargne. Si on ne prend pas des mesures déterminées pour remédier à cet état de choses, l'épargne se maintiendra à ce faible niveau. Cette situation supporte mal la comparaison avec l'expérience enregistrée autre part dans des pays en développement. A titre d'exemple, ces dernières années l'épargne était de 22 p. 100 du PIB en Thaïlande et atteignait 33 p. 100 du PIB à Taïwan. Ce niveau de l'épargne est supérieur au taux d'épargne dans les pays d'Amérique latine, et est pratiquement phénoménal si on le compare à celui des PMA africains. Le problème de la faiblesse de l'épargne dans les PMA africains est imputable à trois causes principales : les faibles revenus, les dépenses gouvernementales élevées et les déficiences structurelles dans les économies des PMA africains qui réduisent la capacité des gouvernements d'augmenter les recettes nécessaires pour le financement des dépenses.

38. Le faible taux d'épargne s'explique essentiellement par le niveau extrêmement bas du revenu par habitant dans les PMA africains où la population vit dans des conditions largement inférieures au minimum et vit dans des secteurs de subsistance. Toutefois, plusieurs autres raisons peuvent être invoquées pour expliquer le maintien de l'épargne à des niveaux extrêmement bas - à savoir les dépenses administratives et les dépenses consacrées à la défense, les projets gouvernementaux et les subventions de diverses natures. Il ressort des tendances enregistrées dans les dépenses budgétaires renouvelables que le volume de la consommation de l'Etat a augmenté considérablement et de façon continue au cours des années. La majeure partie de ces dépenses est consacrée au paiement des traitements et salaires du personnel administratif et des cadres militaires. L'accroissement des dépenses gouvernementales pour l'administration publique et la défense était de l'ordre de 8 p. 100 en moyenne dans huit pays africains entre 1970 et 1979, une moyenne qui était largement supérieure à la croissance enregistrée par la production nationale au cours de la même période.

^{2/} Dans un des PMA africains, on a enregistré une baisse de l'épargne d'environ 10 p. 100 du PNB en 1973 par rapport à 0,7 p. 100 du PNB en 1979.

39. Dans un des PMA africains, les dépenses budgétaires renouvelables ont atteint en une seule année le niveau de 99 p. 100 du total des recettes ; au cours de la même année, le financement par le déficit budgétaire a atteint le niveau de presque 6 p. 100 du PNB, les financements étant essentiellement assurés par des prêts accordés par des banques intérieures. Un accroissement aussi rapide du niveau des dépenses renouvelables détourne de toute évidence les ressources de l'épargne et des investissements productifs et constitue un sujet de réflexion pour les gouvernements des PMA africains.

40. Des subventions de diverses natures, directes et indirectes, communes à un certain nombre de PMA africains, destinées aux entreprises d'Etat pour la production et la consommation mobilisent également des ressources qui, dans le cas inverse, permettraient de renforcer l'épargne et d'augmenter le capital.

41. Le régime fiscal prédominant qui est lui même le produit de déficiences structurelles dans les économies des PMA africains, entrave considérablement la réalisation du potentiel d'épargne. D'une manière typique, la contribution du secteur agricole est supérieure à 50 p. 100 du PIB, et les économies des PMA africains sont dominées par de vastes secteurs de subsistance où est produit et consommé le volume total du PIB. Il en résulte que le recouvrement des impôts est très faible dans ce secteur et que la base d'imposition existante n'est pas seulement extrêmement étroite mais est aussi peu élastique. Le problème est aggravé par les déficiences prédominantes dans le système de recouvrement des impôts dans presque tous les PMA africains.

42. En raison du faible niveau de l'épargne, les programmes de financement et de développement dans les PMA africains sont fortement dépendants de l'affluence de capitaux étrangers. La stratégie de développement des PMA africains pour les années 80 est fortement axée sur l'aide financière extérieure pour obtenir des taux de croissance d'une ambition démesurée, supérieurs à 6 p. 100 durant la décennie pour la plupart des pays. Le montant total des demandes d'aide des PMA africains pour la première moitié de la décennie (1981-1985) est de l'ordre de 38 milliards de dollars ^{3/}, avec une moyenne de 7,6 milliards de dollars par an et de l'ordre de 30 milliards de dollars pour la deuxième moitié de la décennie (1986-1990). Le chiffre de 7,6 milliards de dollars en comparaison avec le flux financier extérieur de l'ordre de 4 milliards en 1979, représente un accroissement de 85 p. 100 des demandes d'aide financière extérieure par rapport à 1979.

43. Dans au moins trois ^{4/} des 26 PMA africains, le montant total de l'ensemble des dépenses consacrées au développement a été financé par des donateurs au cours de la première moitié de la Décennie. Dans sept autres pays ^{5/} des fonds provenant de sources extérieures ont été assignés au financement de plus de 80 p. 100 du total des dépenses consacrées au développement durant la période 1981-1985. Seuls quatre pays ^{6/} comptent financer plus de 50 p. 100 du total des dépenses consacrées à leur développement à l'aide des ressources intérieures.

^{3/} Exprimé en dollar constant 1980.

^{4/} République centrafricaine, Comores, Haute-Volta.

^{5/} Bénin, Burundi, Cap-Vert, Gambie, Mali, Rwanda et République-Unie de Tanzanie.

^{6/} Botswana, Guinée, Ouganda et Soudan.

44. Les capitaux extérieurs sont nécessaires non seulement pour faire face au coût en devises des projets et des programmes, mais aussi pour couvrir les dépenses renouvelables, que ce soit au niveau des projets ou des budgets. L'aide financière extérieure demandée pour assurer le financement des dépenses locales représente près de 20 p. 100 du total des dépenses publiques dans un des PMA africains qui demande aux donateurs de prendre en charge, dans la mesure du possible, une partie importante des dépenses locales. Les PMA africains doivent affronter de telles restrictions budgétaires qu'ils éprouvent de plus en plus de difficultés à financer les dépenses locales et renouvelables des projets et des programmes, et se trouvent malheureusement dans l'obligation d'affecter les très rares ressources extérieures au financement de leurs dépenses renouvelables, au lieu de les consacrer au financement de leurs projets et programmes de production. En recourant à l'aide extérieure pour assurer le financement des dépenses renouvelables - ce qui est maintenant devenu chose courante - les PMA africains risquent de se trouver dans une situation assez dangereuse de dépendance permanente et non d'autosuffisance, qui serait le reflet d'une diminution de leur engagement et de l'intérêt qu'ils portent au développement.

45. De prime abord, les problèmes des dépenses renouvelables ainsi que les problèmes généraux des activités du secteur public sont, dans une large mesure, la preuve évidente de politiques gouvernementales inappropriées, de décisions erronées et d'une mauvaise répartition des ressources. C'est le cas en particulier des projets productifs qui, s'ils sont élaborés convenablement, ne constituent pas une ponction sur l'économie. Tout investissement dans des projets productifs est effectué dans l'attente d'une vague de dépenses et d'une affluence de bénéfices. Si les projets sont convenablement élaborés et mis en application, les bénéfices escomptés devraient généralement suffire pour couvrir les dépenses des projets, et permettre de constituer un excédent destiné à des investissements ultérieurs. La procédure appropriée consiste à soumettre les projets à des analyses économiques, financières et techniques avant leur approbation et leur réalisation.

46. La dépendance à l'égard de l'aide extérieure est telle que l'on peut considérer que les plans des PMA africains sont dominés par l'aide et que leur stratégie est orientée en fonction de l'aide. Une dépendance aussi accablante à l'égard de l'aide extérieure ne tourne pas seulement en dérision les efforts déployés par les PMA africains pour la mise en oeuvre de leur développement, mais augmente également le volume de l'assistance extérieure au-delà de toute proportion raisonnable. Cette dépendance laisse également apparaître des doutes quant à la volonté des PMA africains de s'engager davantage et d'assumer davantage de responsabilités pour mener à bien leurs programmes de développement. Il résulte de la dépendance des PMA africains à l'égard de l'aide extérieure que la mise en application des programmes devient extrêmement malaisée, sinon impossible. Cet état de choses est imputable à la perpétuation (sinon l'aggravation) de la situation économique internationale hostile qui obscurcit toute perspective d'accroissement de l'affluence de l'aide.

C. Dépendance contre autosuffisance

47. La Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés a adopté, à Paris, le nouveau Programme substantiel d'action pour la transformation des économies des PMA en gardant à l'esprit que les pays les moins avancés seront appelés à mobiliser les ressources financières nationales pour compléter l'appui international, et qu'ils devraient envisager des mesures propres à faciliter les efforts visant à relever le niveau de leur taux d'épargne intérieure 7/. Le nouveau Programme substantiel d'action indique donc clairement qu'il incombe d'abord et avant tout PMA eux-mêmes d'assumer la responsabilité majeure de la mobilisation des ressources dans le cadre de l'application des programmes par pays. Pour cette raison, la mobilisation d'un volume de plus en plus important de ressources intérieures pour le développement économique et social devrait être la préoccupation majeure des PMA africains au cours de la décennie 1980-1990.

48. En effet, en raison de la perpétuation de la détérioration de la situation économique internationale, la nécessité de recourir à des ressources intérieures pour financer l'ensemble des dépenses engendrées par le développement et d'engager les économies des différents PMA africains sur la voie de l'autosuffisance définitive, n'a jamais été aussi cruciale que durant les années 80. En effet, ceci pourrait constituer une stratégie adéquate, eu égard au nombre croissant des pays en développement 8/ dont les économies se trouvent au bord du gouffre et sont accablées d'importantes dettes internationales. L'aide extérieure, subventions non comprises, est moins souhaitable si l'on tient compte des dettes à long terme qu'elle impose aux pays bénéficiaires ; ce serait scier la branche sur laquelle on est assis.

49. La mobilisation des ressources financières intérieures adéquate est donc un sérieux défi lancé par les gouvernements des PMA africains pour l'application des programmes et projets d'investissement dans les années 80. La nécessité de renforcer les efforts d'épargne intérieure devrait revêtir une importance plus grande et plus large. Le renforcement de la mobilisation des ressources intérieures permettra également d'utiliser plus efficacement ces ressources intérieures disponibles, étant donné que l'insuffisance des ressources intérieures affecte défavorablement le décaissement de ressources extérieures à un point tel que certains PMA africains sont confrontés à une situation difficile et anormale dans laquelle les ressources extérieures disponibles ne peuvent être utilisées en raison de l'absence des ressources (locales) équivalentes.

50. La stratégie de financement des programmes de développement devrait, pour cette raison, être inversée et les gouvernements des PMA africains eux-mêmes devraient assumer la responsabilité principale du financement des programmes de développement. On devrait considérer que les ressources extérieures ne constituent qu'un supplément apporté aux efforts d'épargne intérieure.

7/ Nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés, Paris, septembre 1981, Page 9.

8/ Par exemple l'Argentine, le Brésil, la République de Corée et le Mexique.

51. Plusieurs conditions objectives dictent la nécessité de financer les plans des PMA africains par la mobilisation des ressources intérieures et le développement d'une stratégie de développement fondée davantage sur l'autosuffisance.

a) En 1981, les Etats-Unis, qui constituent le plus important pays donateur ont réduit leur aide qui est passée de 0,27 p. 100 à 0,20 p. 100 de leur PNB. D'autres pays donateurs parmi lesquels l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et le Japon, ont réduit leurs programmes d'aide de façon similaire. La récente coupe importante de l'ordre de 45 p. 100 effectuée dans le budget du PNUD pour le cycle de programme par pays 1982-1986 est un reflet de ces réductions et des fluctuations des taux de change ;

b) Il est peu vraisemblable que les pays membres de la Communauté économique européenne, qui est parmi les donateurs les plus importants en tant que groupe, soient disposés à accorder des ressources importantes avant la signature, en 1985, de la nouvelle Convention avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Tous les PMA africains étaient signataires de la Convention de Lomé ;

c) Les pays nordiques semblent avoir atteint le seuil limite en fournissant la plus grande assistance concevable par rapport à leur PNB ;

d) La réunion entre les organismes multilatéraux et bilatéraux d'assistance financière et technique et des représentants de PMA qui s'est tenue à Genève, en octobre 1982, pour examiner, entre autres, les demandes d'assistance formulées par les PMA a également laissé peu de place à l'optimisme.

52. Les PMA africains ont donc pour seul choix d'adopter une politique d'accroissement de l'autosuffisance au cours des prochaines décennies. Ceci est hautement souhaitable car, non seulement cela permet tout d'abord de mettre un certain ordre dans sa propre maison, mais aussi de mettre en pratique le concept de l'autosuffisance individuelle et collective, un concept qui n'a jamais dépassé le stade de slogan. Il est évident qu'un état d'impuissance totale face à la dépendance à l'égard de l'aide extérieure doit être inversé en faveur de l'accroissement des responsabilités nationales, du renforcement des engagements et des efforts pour le développement économique et social.

53. Pour cette raison, les gouvernements des PMA africains doivent prendre en considération :

a) La nécessité d'élaborer d'autres scénarios de stratégie du développement et d'ajuster les buts et objectifs de leur croissance en fonction des possibilités objectives de les réaliser ;

b) La nécessité de s'attaquer immédiatement à la mobilisation des ressources intérieures supplémentaires pour l'application de leurs plans révisés. Il n'y a pas de secret en ce qui concerne les moyens à mettre en oeuvre pour la mobilisation des ressources intérieures supplémentaires et pour obtenir un niveau de l'épargne qui soit de l'ordre de 12 à 15 p. 100 du revenu national. Les PMA africains devront de plus en plus se serrer la ceinture et se préparer à consentir davantage de sacrifices.

III. MOBILISATION DES RESSOURCES INTERIEURES

54. Face aux problèmes généraux de la mobilisation des ressources, se pose le problème fondamental des ressources disponibles et des modalités de mobilisation des ressources intérieures nécessaires. Dans la présente section du document les considérations sont d'un caractère trop général. Elles indiquent seulement différents moyens et différentes sources de mobilisation des ressources intérieures et devraient situer dans une perspective appropriée la nécessité d'effectuer des études complémentaires sur les conditions particulières de chaque PMA africain.

55. Quels sont les sources et les instruments dont disposent les PMA africains pour obtenir des recettes supplémentaires dans le cadre du financement de leur programme de développement ? Il est aisé de répondre à cette question en conceptualisant. Elle sera abordée sous les chapitres suivants : imposition, utilisation des profits des entreprises d'Etat, emprunt public, technique de l'impasse, absorption de la main-d'oeuvre improductive dans un travail productif. Par ailleurs, la nécessité d'édifier ou de renforcer le système institutionnel pour canaliser l'épargne vers un investissement productif et pour répartir efficacement les ressources disponibles, sera mise en évidence conformément à la définition donnée de l'expression "mobilisation des ressources intérieures".

A. Sources et modes

Imposition

56. L'imposition est l'outil fiscal le plus important dont disposent les gouvernements pour mobiliser les fonds provenant de sources intérieures. Parmi les différentes sources de mobilisation de l'épargne nécessaire pour le financement des dépenses publiques, les impôts constituent la part la plus importante des recettes dans les PMA africains. D'une manière typique, les recettes fiscales représentent plus de 70 p. 100 du total des recettes publiques. Pour certains pays, ce rapport est de l'ordre de 85 p. 100. Parmi les recettes fiscales, les impôts indirects - droits de douane, impôts sur le chiffre d'affaires et droits d'excise inclus - demeurent les principales sources de recettes. Il ressort d'un examen de la structure fiscale que les impôts directs sont d'une importance mineure dans la plupart des pays. Bien que certains PMA africains disposent de taux marginaux d'imposition élevés sur les revenus et les profits, il n'en résulte pas un accroissement des recettes fiscales en raison des évasions fiscales et de la faible base de l'imposition en général.

57. Parmi les impôts indirects, les impôts sur le chiffre d'affaires et les droits d'excise pour des services tels que l'hôtellerie, la restauration, les transports, les banques, les compagnies d'assurance, le bâtiment et autres, qui normalement contribuent largement à la valeur ajoutée obtenue en dehors du secteur agricole, devraient être plus élevés. Dans certains pays (p. ex. le Malawi et le Niger), les impôts sur le chiffre d'affaires constituent plus de 20 p. 100 du total des recettes fiscales ; dans beaucoup d'autres pays, ils n'engendrent que des recettes modestes

et doivent encore être introduits dans certains pays (Gambie, Somalie et Soudan). Les impôts supplémentaires sur le pétrole, le tabac, l'alcool, la bière ^{9/} et sur les produits de luxe en général devraient constituer une source supplémentaire de recettes.

58. Les droits d'excise sur le combustible pour les véhicules motorisés ^{10/} ainsi que les droits de licence pour les véhicules motorisés sont largement inférieurs à ceux en vigueur dans les pays développés d'Europe occidentale, et pourraient constituer une importante base d'imposition et être par ailleurs considérés comme étant une composante de la politique énergétique. Une restructuration des taxes à l'importation, des impôts sur le chiffre d'affaires et des droits d'excise, une rationalisation des libéralités fiscales dans le secteur de l'industrie, de l'imposition des produits agricoles et des impôts sur les services publics ainsi que des améliorations dans l'administration fiscale et le recouvrement des impôts en général, pourraient constituer d'autres sources possibles de recettes supplémentaires. L'épargne forcée sur les revenus sous la forme d'impôt sur l'éducation, sur la santé etc. et des mesures appropriées telles que l'instauration de la loterie nationale et la suppression de subventions à la consommation ^{11/} à l'exception des denrées alimentaires consommées par les groupes à faible revenu, sont des mesures de politiques économiques justifiables pour la mobilisation des recettes intérieures.

59. La dépendance de la plupart des PMA africains à l'égard des impôts indirects résulte de la prédominance du secteur de subsistance et des problèmes relatifs au système de l'administration fiscale. Les structures fiscales prévalant dans les PMA africains sont telles que le secteur marchand de l'économie relativement petit supporte une part disproportionnée du poids de la fiscalité et que, partant, le volume des recettes fiscales continue de se maintenir à un faible niveau. Dans plusieurs PMA africains, le rapport des recettes fiscales au produit national est inférieur à 15 p. 100 du PIB par rapport à d'autres pays en développement ou à des pays développés pour lesquels, selon certaines études, le rapport est de 30 p. 100. Ceci tend à prouver qu'il existe un potentiel inexploité de ressources fiscales et que l'introduction de nouvelles mesures fiscales peut engendrer des recettes supplémentaires pour financer les programmes de développement. Les PMA africains devraient développer des systèmes fiscaux efficaces et maniables en accordant une importance égale aux impôts directs pour mobiliser davantage de fonds intérieurs pour le développement. Les structures fiscales existantes ne permettraient d'aboutir à aucune mobilisation importante de ressources supplémentaires.

^{9/} En Zambie, la taxe sur la bière constituait à elle seule 18 p. 100 du total des recettes en 1976.

^{10/} Dans un des PMA africains une augmentation de plus de 50 p. 100 des prix de l'essence a amené un accroissement des recettes de l'ordre de 16 millions de dollars par an, en plus de la suppression de subsides importants.

^{11/} Les subventions au secteur privé pour la consommation de produits pétroliers étaient, jusqu'il y a peu, d'un montant de 30 millions de dollars dans un PMA africain.

60. On ne pourra répondre à la question de savoir quelles sont les sources et les impôts les plus appropriés pour mobiliser des recettes maximales qu'après avoir étudié les conditions prévalant dans les PMA africains, le sujet de réflexion principal étant la structure de leur économie. L'agriculture reste le secteur de base des économies des PMA africains, dont la plupart disposent de ressources productives (incluant un patrimoine zootechnique important) offrant de réelles possibilités de développement si elles sont utilisées de façon optimale. Du point de vue historique, l'exploitation des ressources naturelles et humaines a fourni les prémices réelles du développement social et économique d'un pays. Le fait qu'un nombre de PMA africains soient riches en ressources naturelles et humaines et qu'ils soient limitrophes, crée des conditions favorables pour l'exploitation de ces vastes ressources. Les ressources en terre arable inutilisée, évaluées à plus de 90 p. 100 dans un certain nombre de PMA africains, ainsi que les ressources en main-d'oeuvre constituent un vaste réservoir déterminant la mobilisation des ressources. Face à ces ressources réelles, les ressources financières devant être fournies par le secteur monétaire ne sont que pitance.

61. En effet, dans beaucoup de pays développés et en développement, les taxes sur les produits agricoles ont été utilisées pour accélérer le processus du développement économique. Si le secteur agricole n'est pas convenablement soumis à l'imposition pour exploiter le surplus agricole de l'économie, le volume d'épargne souhaité ne sera pas atteint. Par ailleurs, eu égard aux conditions particulières à certains PMA africains, les taxes sur les produits agricoles devraient favoriser la mobilisation des ressources. Officiellement, la part du secteur agricole dans le PIB se situe entre 30 et 60 p. 100 et la production agricole est le seul facteur déterminant le plus important pour la croissance économique globale et pour l'apport de fonds pour la création de surplus destinés aux investissements. L'agriculture est la ressource fondamentale des PMA africains et la mobilisation des ressources pour le développement de l'épargne et des investissements ne peut se faire sur une base élargie que si l'agriculture entre entièrement en ligne de compte.

62. De nombreux économistes soulignent l'importance de l'imposition progressive, directe et indirecte, en tant qu'instrument de la mobilisation des ressources intérieures supplémentaires. Pour cette raison, les taux d'imposition devraient avoir une structure hautement progressive pour renforcer l'effet de l'imposition sur la mobilisation des ressources intérieures. Ces impôts devraient être particulièrement élevés sur les revenus de la propriété tels que la fortune ou les biens, les gains en capital, les donations, les successions, les héritages, etc., non seulement pour réduire les dépenses de consommation des groupes à haut revenu, mais aussi le degré de l'inégalité sociale. Ces formes d'imposition sont soit inexistantes ou insignifiantes dans la plupart des PMA africains, bien que certains de ces impôts (par exemple l'héritage) fussent connus et prélevés dans la Rome antique, en Egypte et dans plusieurs pays européens. Les importations de produits de luxe devraient être complètement supprimées ou frappées de tarifs à l'importation prohibitifs.

63. Des plans de développement économique et social impliquant des taux de croissance élevés et des niveaux d'investissement élevés, doivent aller de pair avec une politique fiscale appropriée -- à savoir le chaînon manquant dans les plans des PMA africains. Il importe que la portée et la structure des différents types d'imposition soient étudiées dans chaque PMA africain, non seulement pour élargir la base de l'imposition mais aussi pour élaborer des politiques fiscales appropriées. Il conviendrait de créer des commissions fiscales et tarifaires afin d'examiner les types d'impôts supplémentaires, de revoir périodiquement les structures fiscales et d'élaborer des politiques fiscales dans chaque PMA africain. L'élaboration d'une politique fiscale appropriée implique la stimulation des capacités de production existantes et la création de nouvelles dans le cadre d'une meilleure exploitation des potentiels existants. Par ailleurs, le système fiscal devrait être incorporé dans le processus de production de biens et de services matériels.

64. Il conviendrait d'attirer l'attention sur la nécessité de créer un environnement national approprié pour s'assurer le soutien total de l'ensemble de la population. Ceci nécessitera l'instauration d'un climat économique, social, moral et politique approprié auquel la population témoignerait une confiance absolue. Pour obtenir des résultats plus concluants, des mesures doivent être prises pour convaincre la population de la nécessité d'augmenter les impôts et de consentir davantage de sacrifices.

65. Simultanément, les gouvernements des PMA africains doivent accroître leur capacité de lever des impôts et devraient mettre en oeuvre et appuyer le développement du système institutionnel approprié pour l'administration fiscale afin d'obtenir de meilleurs résultats dans le recouvrement des impôts. L'assistance technique pourrait être utilisée efficacement pour améliorer l'administration fiscale.

Tableau 1

Dépenses totales pour le développement, financement
intérieur et demandes d'aide (1981-1985)

Pays	Dépense totale pour le dévelop- pement (en mil- lions de dollars)	Distribution	
		Financement intérieur (en p. 100)	Aide extérieure demandée (en p. 100)
Bénin	1 758	18,0	82,0
Botswana	1 928	86,6	13,4
Burundi	1 194	17,1	82,9
Cap-Vert	397	13,1	86,9
Comores	240	-	100,0
Ethiopie	7 000 <u>a/</u>	47,1	52,9
Gambie	395	91,2	8,8
Guinée	1 639	57,9	42,1
Guinée Bissau	-	-	-
Haute-Volta	1 974 <u>a/</u>	-	100,0
Lesotho	-	-	-
Malawi	-	-	-
Mali	2 740 <u>a/</u>	2,6	97,4
Niger	2 792	43,0	57,0
Ouganda	10 956	72,9	27,1
République centrafricaine	971	-	100,0
République-Unie de Tanzanie	10 940 <u>a/</u>	13,0	85,0
Rwanda	-	9,1	90,9
Somalie	1 939	22,1	77,9
Soudan	14 430	59,0	41,0
Tchad	-	-	-

a/ Valeur imputée du total de la Décennie.

Source : UNCTAD Secrétariat.

Profits des entreprises

66. Les profits enregistrés par les unités productives relevant à la fois des secteurs public et privé constituent des sources importantes pour la mobilisation des ressources intérieures. Il y a mobilisation supplémentaire des ressources intérieures lorsque les entreprises d'Etat sont assez efficaces pour engendrer des profits et lorsque ces ressources sont utilisées pour la création de capacités productives supplémentaires. Cet argument vaut pour la plupart des activités économiques, commerce extérieur et intérieur inclus, auxquelles les Etats participent personnellement. Les profits résultant de ces activités sont des sources potentielles de mobilisation des ressources intérieures. De toute évidence, cette source et cette méthode de mobilisation des ressources revêtent une importance particulière dans les pays où l'industrie, le commerce et les autres activités économiques ont été placés sous le contrôle du secteur public. Le fait qu'il n'y ait pas de réduction des dépenses de consommation, comme c'est le cas de l'épargne ou de l'imposition obligatoire, constitue un des avantages que présente la mobilisation des ressources provenant des excédents enregistrés par les entreprises.

67. Cette méthode de mobilisation des ressources intérieures n'est applicable que si les entreprises contrôlées par le secteur public éliminent l'inefficacité et le gaspillage et maintiennent une efficacité opérationnelle maximale. Toutefois, dans la plupart des PMA africains, l'expérience montre que la plupart des entreprises publiques accusent des pertes et ont provoqué un accroissement du poids de la fiscalité au lieu d'enregistrer des profits. Quelques rares entreprises enregistrent des profits grâce au niveau élevé de protection dont elles bénéficient et qui constitue, en quelque sorte, une forme de subventions indirectes. Les piètres résultats économiques et financiers enregistrés par les entreprises d'Etat sont principalement imputables à une faible utilisation de leur capacité avec, dans beaucoup de PMA africains, une production industrielle inférieure à 30 p. 100 de la capacité, et sont tour à tour imputables aux faibles dimensions du marché, à l'insuffisance de l'offre de matériaux et de pièces de rechange ainsi qu'à des déficiences dans la capacité de gestion.

68. Pour accroître les ressources dont dispose le gouvernement, la fonctionnalité des entreprises publiques dans les PMA africains doit être améliorée et leur efficacité doit être restaurée ^{12/} pour obtenir des taux de rendement qui ne couvrent pas seulement leurs dépenses renouvelables, mais permettent aussi de constituer des excédents. Lorsque les capacités de gestion sont faibles, l'assistance technique peut être utilisée efficacement pour éliminer les déficiences et accroître les capacités de gestion. Lorsque les dimensions réduites du marché intérieur ne permettent pas d'utiliser pleinement les capacités, la coopération en matière commerciale et économique entre pays africains voisins en général peut permettre d'accroître le volume de la demande réelle.

^{12/} Pour améliorer le rendement des entreprises d'Etat, certains pays africains (le Sénégal p. ex.) utilisent des accords contractuels entre les gouvernements et diverses firmes, le seul critère d'importance étant une gestion efficace.

Emprunt public

69. L'emprunt public intérieur est un des instruments fiscaux permettant de mobiliser les ressources intérieures. Ce terme se réfère à tous les types d'emprunts auxquels ont souscrit les gouvernements - accordés par des banques, des organismes financiers et des individus - et par l'émission de valeurs, d'obligations et d'attestations qui constituent des sources supplémentaires de financement. L'emprunt public apporte un supplément aux recettes fiscales, mais est également un instrument fiscal important pour la stabilité économique. L'épargne des ménages, l'épargne des sociétés et d'autres formes d'épargne que l'on ne peut utiliser à des fins productives en raison du peu de possibilités offertes à l'investissement et au rendement de capital, peuvent être exploitées par le truchement de l'emprunt public.

70. En tant que méthode de mobilisation des ressources, l'emprunt public implique l'existence d'un marché des capitaux et d'un marché monétaire développés pour être un instrument efficace. En dépit de cette restriction, l'emprunt public peut toujours être considéré comme étant une autre source de financement pour la formation de capital. Très peu de PMA africains mentionnent l'utilisation de l'emprunt public à titre de source de revenu pour financer les programmes de développement.

Technique de l'impasse

71. La technique de l'impasse, ou l'expansion du crédit et de l'argent amenant un accroissement de l'offre monétaire, se réfère à une situation dans laquelle les dépenses gouvernementales sont supérieures aux recettes. On a recours à la technique de l'impasse lorsque les recettes perçues à partir des différentes sources sont insuffisantes pour financer les dépenses, et entraînent l'utilisation d'une ou de plusieurs méthodes telles que l'emprunt ou le prélèvement de solde en espèces à des banques centrales, l'émission de devises supplémentaires, etc.

72. La plupart des PMA africains disposent d'importantes ressources naturelles tels que le sol, la main-d'oeuvre et les minerais, mais les moyens financiers pour utiliser ces ressources de façon efficace leur font défaut. Certains économistes plaident en faveur de l'utilisation de la technique de l'impasse pour la mobilisation des ressources physiques existantes dans certains PMA africains et qui, dans le cas contraire, seraient inutilisées ou seraient sous-utilisées. Les fonds obtenus par la technique de l'impasse ne devraient être attribués qu'à la mobilisation des ressources inutilisées ou sous-utilisées telles que l'énergie électrique, les transports, l'énergie, l'eau, etc. et devraient être utilisées en priorité pour le développement de l'infrastructure.

73. Certains PMA africains accusent déjà un déficit budgétaire élevé de l'ordre de 6 p. 100 de leur PIB. D'autres enregistrent un modeste excédent budgétaire. Alors qu'on ne devrait pas avoir recours à la technique de l'impasse en tant que source de recettes sur une grande échelle et au-delà d'une certaine limite pour éviter une inflation galopante, il conviendrait d'en faire usage modérément ^{13/} dans le cas particulier des PMA africains disposant d'un excédent budgétaire. Il est certainement recommandable d'appliquer cette méthode de mobilisation des ressources avec un contrôle efficace des prix et un contrôle des salaires et des traitements dans des limites raisonnables. Toutefois, la technique de l'impasse ne devrait être prise en considération qu'à titre de source résiduelle de financement des dépenses pour le développement, et ses ramifications sur l'ensemble de l'économie devraient être examinées avec soin.

Mobilisation de la main-d'oeuvre improductive

74. Depuis longtemps, les économistes plaident en faveur de la mobilisation à des fins productives du potentiel d'épargne que constituent le chômage et le sous-emploi au niveau rural et urbain, comme étant une méthode importante de mobilisation des ressources intérieures. Selon Nurkse ^{14/}, la main-d'oeuvre sous-employée constitue une épargne potentielle mais déguisée ; son utilisation directe avec de simples outils permettrait d'effectuer des travaux de construction sans investissements financiers importants, Nurkse a souligné que même des investissements sur une grande échelle dans le secteur agricole n'excluaient pas des réformes organisationnelles à portée immédiate, consistant à laisser à la disposition des travailleurs une certaine quantité d'outils simples que ces derniers emporteraient et utiliseraient.

75. L'exactitude de la théorie de Nurkse est démontrée par le fait qu'un certain nombre de pays en développement l'ont utilisée avec succès comme ligne directrice de leurs efforts de développement. Dès le commencement, la stratégie de développement de la Chine a mis en évidence l'importance de l'action des masses par la mobilisation de l'ensemble de la population active pour l'accroissement de la production. Du point de vue de la formation de capital, il est d'une importance capitale que l'Organisation collective de la main-d'oeuvre excédentaire garantisse l'épargne et l'investissement d'une partie des recettes.

76. La campagne de collectivisation en Chine, en 1956, est en réalité l'application dans la pratique de la théorie de Nurkse. Le "réveil socialiste dans la campagne chinoise", un recueil d'essais descriptifs et analytiques sur les coopératives chinoises de production agricole, démontre la possibilité d'accumuler du capital dans le secteur agricole, d'augmenter la production de céréales et les revenus au niveau

^{13/} Arnold C. Harbeger dans "Some notes on inflation" suggère un taux annuel d'inflation de 10 p. 100 comme étant la limite extrême pour un pays en développement.

^{14/} Ragnar Nurkse, Problems of capital formation in under-developed countries Oxford University Press, Oxford, 1953.

rural, par l'Organisation collective, au niveau du village, de la population active disponible pour des travaux agricoles et de construction nécessitant une main-d'oeuvre importante. Dans ce contexte, Mao Tsé-Toung a avancé l'argument suivant :

"Avant l'organisation de l'agriculture, de nombreuses régions de la Chine avaient un excédent de main-d'oeuvre. Depuis le développement des coopératives, beaucoup d'entre elles sont maintenant conscientes d'une grave pénurie de main-d'oeuvre et ont dû faire appel à l'utilisation de la main-d'oeuvre féminine... la productivité agricole sera décuplée au-delà de ce qui est imaginable actuellement. Le développement industriel défiera même toute imagination. La science, la culture, l'éducation, la santé publique, etc., connaîtront une évolution comparable". 15/

77. La mobilisation des agriculteurs chinois a permis de réaliser les travaux publics à plus fort coefficient de main-d'oeuvre de notre temps. Elle a permis non seulement de promouvoir le développement de l'agriculture et de l'infrastructure, mais aussi de créer des emplois rémunérés à la campagne. Selon Balogh, l'utilisation complète de plus de 25 p. 100 de la main-d'oeuvre sous-utilisée a donné naissance à un investissement en capital sans précédent de plus ou moins un quart du revenu annuel national. 16/

78. Une épargne importante, en liquide et en nature, constitué par la main-d'oeuvre rurale, peut donc être utilisée pour financer les dépenses renouvelables et l'investissement initial des projets et programmes de développement. Pour tirer pleinement avantage de ces ressources, il conviendrait de convaincre les communautés que les programmes de développement sont élaborés dans leur propre intérêt. Par ailleurs, les projets et programmes devraient correspondre à leurs besoins et à leurs conditions.

79. La remise de distinctions sociales, de citations, etc. pourrait être un facteur de stimulation et soulever les enthousiasmes. De toute évidence, de tels programmes nécessiteront une organisation et une direction appropriées, ainsi que la fourniture d'un minimum d'outils nécessaires. L'armée et les étudiants durant leur période de loisir pourraient constituer une main-d'oeuvre rurale supplémentaire. Certains PMA africains (p. ex. le Rwanda, l'Ethiopie) ont déjà entrepris d'appliquer cette méthode de mobilisation des ressources avec des résultats concluants. Cette méthode peut faire office d'émulation pour d'autres PMA africains.

15/ Cité par Jack Gray, 'Mao Tse-Tung's strategy for the collectivisation of Chinese agriculture : An important phase in the development of Maoism', in *Sociology and Development*, (1974)

16/ T. Balogh, 'Agricultural and economic development'. Oxford economic papers, publisher 13, N° 1 (Feb. 1961).

B. Infrastructure institutionnelle

80. La mobilisation des ressources intérieures doit de toute évidence aller de pair avec l'utilisation efficace de ces dernières pour le développement. Pour cette raison, les PMA africains devront accorder une attention particulière à l'instauration et au renforcement de systèmes institutionnels nationaux appropriés, tels que les organismes de financement, les bureaux de projets et de planification, les centres de technologie, et devront prendre des dispositions dans le cadre de la coopération régionale.

1. Organismes de financement

81. La mobilisation des ressources intérieures décrite ci-dessus, implique l'existence d'un réseau d'organismes bancaires. A cet égard, les banques de développement agricole et industriel et les caisses d'épargne - banques centrales non comprises - qui pourraient assurer le recouvrement des excédents en liquide de la population et remplir également l'importante fonction d'assurer le financement du développement, sont des institutions d'une importance primordiale. On a souligné que le potentiel d'épargne des économies des PMA africains était loin d'être pleinement exploité et que le développement des organismes financiers pourrait contribuer à la fois à augmenter le taux d'épargne et à améliorer l'utilisation du flux d'épargne existant. La seule possibilité d'épargne du secteur de subsistance en particulier, est l'accumulation privée sous forme d'investissements en nature (maison, bétail de qualité inférieure, etc.). Si l'on pouvait atteindre le secteur de subsistance par de simples organismes financiers, le capital physique pourrait être transformé en avoir financier.

82. La tendance à l'épargne pourrait être renforcée en mettant à la disposition des individus un plus large éventail de possibilités d'épargne et en leur offrant, par exemple, des taux d'intérêt sur dépôt supérieurs aux taux d'inflation 17/ l'absence d'organismes financiers ne peut qu'entraver sérieusement la mobilisation des ressources. Les PMA africains tels que le Tchad et les Comores qui ne disposent pas d'organismes financiers appropriés à proprement parlé, devront créer immédiatement des établissements bancaires, d'autres devront agrandir progressivement leurs services et installations de banques.

2. Bureaux de projets

83. La création et le renforcement d'un mécanisme institutionnel pour l'identification, la préparation et l'appréciation des projets et programmes de développement dans les PMA africains est d'une importance dominante pour l'établissement de priorités parmi les projets et programmes en concurrence et pour la distribution efficace des ressources. Une approche rationnelle et systématique de la

17/ Au cours des premières phases de son développement, la Corée du Sud a officiellement fixé les taux d'intérêt sur dépôt à 30 p. 100.

distribution des ressources est essentielle en raison de la rareté de ces dernières et de l'urgence des besoins. La préparation et l'estimation des projets couvrant l'ensemble des conditions financières, économiques, techniques et organisationnelles nécessaires à une répartition efficace des ressources, constitue à cet égard un élément critique.

84. Pour assurer l'utilisation efficiente des rares ressources disponibles, l'utilisation de prix économiques dans l'analyse coûts-avantages serait souhaitable. Tous les projets et programmes devraient être soumis à une analyse rigoureuse de leurs coûts et de leurs avantages pour un pays déterminé; cette analyse devrait fournir les taux de recettes financiers et économiques internes qui constituent le critère de base pour la sélection et l'estimation des projets. L'expérience a démontré que lorsque l'on n'accordait pas à l'identification des projets l'attention qu'elle mérite, la préparation et l'évaluation de ces derniers aboutissaient à des décisions erronées et à des difficultés de mise en application et de gestion. Les problèmes des dépenses renouvelables associés aux projets et programmes en cours dans les PMA africains ne peuvent être liés qu'à des décisions erronées.

85. Les PMA africains devraient donc accroître et renforcer leurs capacités nationales pour effectuer des études et des analyses de projets. L'assistance technique fournie par le truchement des agences des Nations Unies et les programmes d'aide bilatérale pourraient être utilisés plus efficacement dans l'édification du système institutionnel pour la préparation et l'évaluation des projets et des programmes.

3. Organismes nationaux de technologie

86. Les dispositions institutionnelles pour la préparation et l'évaluation des projets ne peuvent être étudiées séparément, mais en fonction de la création et du renforcement de la capacité technologique. A cet égard, le mécanisme institutionnel prend l'aspect de centres nationaux de technologies qui sont en liaison étroite avec le Centre régional africain de technologie créé conjointement par l'Organisation de l'Unité africaine et la Commission économique pour l'Afrique.

87. Ce centre aurait parmi ses attributions la mise en place de services d'études et d'ingénierie, l'évaluation et la négociation de contrats, la sélection, l'adaptation et le déconditionnement de technologies importées, la fourniture d'informations sur les technologies de substitution incluant les termes et les conditions de leur acquisition, et l'élaboration de politiques pour le transfert de technologie en général.

4. Coopération régionale

88. Il a été mentionné dans le présent document que l'afflux de ressources vers les PMA africains sera contrarié dans les années 80 en raison de la détérioration des conditions économiques mondiales. Pour cette raison, il est indispensable d'élaborer de toute urgence des stratégies nouvelles et plus dynamiques pour les pays africains en général dans le cadre du développement des programmes régionaux de coopération. Le rôle joué par la coopération entre les pays en développement a été reconnu depuis longtemps par le système des Nations Unies (CTPD, CEPD). Cette coopération occupe une place importante dans le programme d'action de Vienne. Le

Plan d'action de Lagos fait également siens les objectifs d'une intégration et d'une autosuffisance économique de l'Afrique d'ici l'an 2000 18/.

89. La situation géographique favorable des PMA africain qui s'étendent de manière continue d'Est en Ouest sur la partie septentrionale du continent, ainsi que l'existence de similitudes et des complémentarités entre ces derniers, offre d'excellentes perspectives de voir se forger entre eux des liens étroits pour l'exploitation de leur potentiel de ressources. Pour cette raison, les PMA africains devraient, parallèlement à la mobilisation des ressources intérieures, s'efforcer d'atteindre une plus grande autosuffisance collective, créer et renforcer les organismes appropriés pour la coordination de la coopération régionale et élaborer des programmes et des politiques de développement régional.

90. Enfin, les propositions relatives à la création d'organismes dans les PMA africains devraient être précédées d'une enquête dans chacun de ces PMA. Ces enquêtes devraient aboutir à des évaluations objectives sur la base desquelles pourra être identifié et mis en application le système institutionnel requis par chaque PMA africain.

18/ Plan d'action de Lagos pour l'application de la stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique.

Tableau 2

Epargne intérieure dans les PMA africains - Liste des pays

Pays	Epargne intérieure (en millions de dollars)			Epargne intérieure par rapport au PIB (en p.100)		
	1970	1975	1980	1970	1975	1980
Bénin	24,0	22,4	13,2	9,5	7,6	4,42
Botswana	5,3	36,4	67,9	4,9	22,0	23,9
Burundi	8,7	7,2	9,6	3,56	2,85	2,97
Cap-Vert	-*	-*	-*	-*	-*	-*
Comores	4,0	0,9	4,5	13,5	3,05	13,96
Ethiopie	187,6	218,0	292,4	9,97	10,75	12,3
Gambie	1,4	10,7	-*	2,32	14,38	-*
Guinée	44,1	105,8	137,2	6,69	14,04	15,4
Guinée Bissau	-*	-*	-*	-*	-*	-*
Haute-Volta	-*	1,8	3,9	-*	0,52	1,04
Lesotho	-*	-*	-*	-*	-*	-*
Malawi	49,7	53,8	114,2	13,32	10,99	18,13
Mali	45,5	9,0	41,9	13,75	2,42	8,8
Niger	9,2	20,6	46,5	2,3	5,07	7,56
Ouganda	217,3	99,4	32,8	16,16	7,38	2,48
République centrafricaine	23,3	7,0	9,0	11,34	3,33	4,03
République-Unie de Tanzanie	232,4	134,4	384,7	18,09	8,35	19,52
Rwanda	7,6	28,9	60,3	3,36	8,56	14,0
Somalie	17,5	21,8	29,0	7,91	7,66	8,98
Soudan	212,5	341,8	192,1	9,72	13,8	6,38
Tchad	11,7	13,3	12,1	3,59	3,60	3,56

- * Epargne négative

Source : CEA, Division des statistiques.

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

91. Le présent document est une tentative d'approche des problèmes d'ordre général, des sources et des modes de mobilisation des ressources intérieures dans les PMA africains. Les stratégies de mobilisation des ressources devant être réglées dans les détails après une étude approfondie effectuée dans chacun des pays pris séparément, il convient d'attirer l'attention sur les conclusions et recommandations préliminaires suivantes.

92. Les PMA africains devraient élaborer des scénarios de substitution en ce qui concerne leurs objectifs et leurs stratégies. Les priorités devraient être accordées à l'application des projets et des programmes en axant l'attention sur les programmes visant à rehausser le niveau de la production matérielle, tout en maintenant un degré raisonnable d'équilibre et des liaisons optimales entre les différents secteurs de l'économie. Le coût unitaire de la prestation de services sociaux de base (p. ex. l'éducation, la santé) devra en même temps être maintenu au niveau le plus bas possible.

93. Il sera nécessaire de lancer un programme d'austérité en plaçant sous un strict contrôle les dépenses gouvernementales renouvelables et de promouvoir immédiatement les mesures financières urgentes incluant une imposition supplémentaire et de levées spéciales d'impôt sur les revenus et les profits. Le système de recouvrement des impôts et l'administration fiscale devront être renforcés pour pouvoir utiliser l'assistance technique. Les régimes fiscaux et tarifaires devront être réexaminés à des intervalles réguliers pour être conformes aux conditions économiques et sociales et aux objectifs. Des commissions fiscales et tarifaires devront être mises sur pied, ou renforcées là où elles sont déjà disponibles, pour conseiller les gouvernements sur les politiques et les structures fiscales et tarifaires, et pour élaborer et soumettre aux gouvernements des éléments stratégiques pour la mobilisation des ressources.

94. Lorsque les entreprises sont placées sous le contrôle de l'Etat, l'objectif de la politique gouvernementale sera de leur assurer le meilleur rendement possible non seulement pour financer leurs frais d'exploitation, mais aussi les demandes d'investissement supplémentaire. Les entreprises d'Etat qui affichent une dépendance chronique à l'égard du budget national, celles qui ne correspondent pas aux critères de l'efficacité financière et économique (s'ils sont dictés par des objectifs sociaux souhaitables) et celles dont la perpétuation serait nuisible aux intérêts de la mobilisation des ressources, devront être soumises à l'arbitrage du public. L'assistance technique pourra être utilisée pour développer les capacités de gestion dans les entreprises d'Etat.

95. Il sera nécessaire d'édifier ou de renforcer l'infrastructure institutionnelle appropriée au niveau national ou régional pour garantir notamment :

a) la réalisation d'étude technico-économique appropriée de faisabilité des projets, et l'appréciation de leur contribution à la répartition efficiente des ressources ;

b) la création d'organismes technologiques de recherche, de sélection, d'adaptation et de transfert de technologie en harmonie avec les objectifs de développement social et économique dans leur ensemble ;

c) le renforcement de l'administration fiscale et des organismes de formation de gestionnaire ;

d) la coopération régionale effective dans le cadre du Plan d'action de Lagos qui devrait prévaloir sur les états de belligérance existants, les guerres civiles et les guerres intestines qui continuent d'aggraver le problème de la mobilisation des ressources intérieures dans les PMA africains.

96. Grâce au soleil, les PMA africains disposent de ressources économiques considérables et d'une source d'énergie importante et inépuisable si cette dernière est bien maîtrisée. Les PMA disposent de main-d'oeuvre, de terre arable, d'eau et de minerais qui, s'ils étaient pleinement utilisés, pourraient permettre d'accroître substantiellement le revenu national et les ressources intérieures. La connaissance des ressources naturelles d'un pays, l'exploitation rationnelle de ces dernières et une économie rurale appropriée constituent un des fondements sur lequel doit reposer la mobilisation des ressources intérieures. Il est indispensable que soient menées des études et des enquêtes sur ces ressources dans plusieurs PMA africains dans le cadre de l'élaboration des politiques et des stratégies de mobilisation des ressources intérieures.

97. Les recommandations suggérées dans le présent document relatives à la politique à suivre pour l'évaluation des ressources et du quantum de ressources pouvant être engendré dans chaque pays et pour l'évaluation de l'infrastructure institutionnelle pour l'accroissement de la mobilisation des ressources intérieures, devront être complétées par des missions appropriées dans chacun des PMA africains.

98. Enfin, il convient de souligner que pour toute augmentation de la mobilisation de l'épargne intérieure, la population des PMA africains devra consentir d'énormes sacrifices. L'histoire démontre que les sacrifices sont une nécessité objective, mais ils doivent être répartis de façon équitable au sein de la population. Les ressources doivent être utilisées judicieusement sans laisser de place au gaspillage à la fois intérieur et extérieur pour obtenir l'appui total de la population. Dans leur quête d'un accroissement de l'épargne intérieure, (sans exclure toutefois leur demande constante d'une aide extérieure substantielle), les gouvernements des PMA africains mettront leur point d'honneur à ne pas démentir cette pensée de Confucius : c'est avec de la poussière que l'on bâtit des montagnes.

100

AFRICAN LEAST DEVELOPING COUNTRIES - 1982

1	800,000	POPULATION (1980)	4	13.4	EXTERNAL AID REQUIRED (%)	1	8,000,000	UPPER VOLTA
2	10.1	GDP GROWTH RATES (1981-86)	5	86.6	DOMESTIC FINANCING (%)	2	—	—
3	1988	TOTAL DEVELOPMENT EXP. (US\$. 1981-86)				3	1784	—
						4	100	—
						5	—	—

